

augmentations de coûts sur les budgets des conseils qui accordent des subventions. Les travaux en cours visant à la mise au point d'outils de gestion comme les déflateurs de prix pour l'analyse des répercussions de l'inflation sur les différents programmes à base scientifique constituent une part importante du processus d'élaboration d'une méthodologie de l'évaluation. On étudie également l'utilité «d'indicateurs scientifiques» pour mesurer l'état de l'activité scientifique au Canada, en vue de faciliter la gestion des ressources scientifiques et technologiques.

La Direction de l'industrie détermine les implications scientifiques et technologiques des politiques et programmes touchant le secteur industriel et examine constamment les diverses politiques et programmes afin d'assurer la coordination de l'aide et de l'encouragement à la R-D. Elle étudie les secteurs mettant en cause la R-D industrielle ou les sciences et la technologie qui touchent à la sphère de compétence du ministère ou qui ne relèvent pas d'un autre ministère ou organisme, et formule des propositions à cet égard. Elle s'occupe également de la prévision et de l'évaluation des effets possibles des progrès scientifiques et technologiques sur la société et l'environnement au Canada.

La Direction des universités est chargée de conseiller le gouvernement sur les politiques d'ensemble touchant l'aide fédérale à la recherche universitaire et de maintenir la liaison entre le gouvernement et les milieux universitaires.

En 1975-76 a eu lieu un long débat sur le financement de la recherche universitaire. La Direction a participé à des tables rondes et à des réunions parrainées par diverses organisations comme l'Association des universités et collèges du Canada, la Société royale et les Sociétés savantes. Le débat aura servi à mieux renseigner le ministère sur les préoccupations des scientifiques et autres personnes associées à la recherche universitaire. Pour l'information du gouvernement, une étude a été entreprise sur le financement de la recherche universitaire au niveau fédéral. Elle devait comporter une analyse des contributions fédérales versées par l'entremise des conseils qui accordent des subventions, par l'entremise d'autres ministères et organismes fédéraux, ainsi qu'une comparaison entre les sources de fonds fédérales et les autres sources de financement de la recherche dans les universités.

### 9.3 R-D industrielle

L'industrie effectue environ 37% de l'ensemble de la R-D au Canada, ce qui en fait le plus important secteur d'exécution. Ce pourcentage est de 3% plus élevé que le total de la R-D qui s'effectue aux niveaux fédéral et provincial et de 8% plus élevé que le total dans le secteur universitaire et des organismes privés sans but lucratif.

Toutefois, l'activité de R-D dans l'industrie canadienne est loin d'avoir l'ampleur de celle observée dans la plupart des pays industrialisés lorsque l'on compare les dépenses au chapitre de la R-D à un indicateur de l'activité économique comme le produit intérieur brut (PIB). En fait, le ratio entre la R-D industrielle et le PIB au Canada ne représente que 25% à 40% des ratios pour la République fédérale d'Allemagne, la Suède, les États-Unis, la France, le Japon et les Pays-Bas.

La majeure partie de la R-D industrielle est exécutée par un petit nombre d'entreprises. Ces dernières années, les 25 principaux exécutants justifiaient de plus de 50% des dépenses intra-muros courantes au titre de la R-D; les 200 premiers ont dépensé environ 88% du montant.

Les dépenses en R-D sont concentrées non seulement dans quelques sociétés, mais également dans certaines régions. L'Ontario et le Québec comptent pour 90% des dépenses intra-muros courantes en R-D, la Colombie-Britannique et l'Alberta pour 8%, et les 2% restants sont répartis entre les autres provinces.

Les dépenses totales de l'industrie au chapitre de la R-D se sont accrues pour passer de \$132 millions en 1959 à \$643 millions en 1974, ce qui représente une augmentation annuelle moyenne de 10%. En dollars constants, les dépenses au